



PAS UNE ÉLECTION SANS LISTES EN A&B :

De partout, faisons grandir le rapport de forces dans les luttes et par notre représentativité !

Par François Leclerc, CE UFICT, Secteur Communication

Il en va de notre représentativité dans la FPT et plus largement en général. Les prochaines élections professionnelles pour l'ensemble des trois fonctions publiques vont toucher 5,5 millions de salarié-e-s, dont 53 % d'ICT.¹ Cela représente un triple enjeu pour notre CGT : pour notre représentativité en général, pour la transformation des rapports sociaux dans nos collectivités, pour accroître le rapport de forces et gagner des droits nouveaux.

Tirant l'analyse de nos résultats de mars dernier dans le secteur privé où nous sommes passés en seconde position en étant mis en échec dans les 2^e et 3^e collèges, la CGT est confrontée à un déficit de présence auprès de l'ensemble du salariat et plus particulièrement

chez les Ingénieurs, Cadres et Techniciens. C'est donc une invitation pour toute la CGT à être encore plus présente, plus accessible, auprès de toutes les catégories sociales du salariat, d'autant qu'aux prochaines élections seront instituées les Commissions Consultatives Paritaires (CCP), compétentes pour les non-titulaires. Ces organismes seront organisés par catégories, sur le modèle des CAP pour gérer des questions individuelles, des décisions de mutation interne, de sanction et de licenciement, etc.

Cela suppose donc d'être en capacité de construire un rassemblement transformateur impliquant une syndicalisation et une audience CGT beaucoup plus massive parmi

les ICTAM, car si la syndicalisation des ICT à la CGT augmente, elle progresse moins rapidement que l'évolution du salariat due aux évolutions des technologies et à l'élévation générale des qualifications. C'est ce décalage qu'il faut combler en changeant de braquet, de dimension dans la syndicalisation de masse des ICTAM ; or, beaucoup trop de syndicats CGT rechignent encore à aller voir les cadres. En effet, on constate dans beaucoup de territoires qu'il n'y a pas d'activité spécifique, voire pire, qu'on ne va même pas voir les cadres, qu'on ne leur pose même pas la question de se syndiquer parce que beaucoup de syndicats continuent à s'identifier comme « force ouvrière »... contre des « cols blancs,

dépourvus de conscience de classe». Il nous faut donc affirmer, s'il en était besoin, que tout ceci est un énorme contresens. Il ne faut pas confondre classes et stratification sociale qui renvoie à une définition statistique des groupes sociaux (catégories professionnelles). A, B et C. Nous formons un tout social. Nous sommes des salariés et non des propriétaires du «Capital». Aussi, la situation des ICTAM est de plus en plus convergente avec celle des ouvriers employés. La baisse des dotations et les plans de diminution du nombre de fonctionnaires accroissent la dureté des rapports sociaux dans nos collectivités, et plus largement dans la société, en multipliant et en attisant les divisions et oppositions au sein des process de travail entre les différentes composantes du salariat. Ainsi, si les ouvriers employés et les ICTAM ne sont pas exploités de manière identique, ni confrontés aux mêmes contradictions dans le vécu au travail, il s'agit pour nous, la CGT, de travailler à la réunification concrète du salariat en construisant des convergences à partir du vécu au travail des ouvriers employés et des ICTAM. Mais, pour cela, il faut que chacun trouve un espace pour pouvoir l'exprimer, le partager.

La question de la structuration

Si la CGT a progressé sur le besoin de développer l'activité spécifique au sein des ICTAM, trop d'interrogations subsistent sur la façon de la mettre en œuvre et de la rendre pérenne. Pour rappel, les UFICT/UGICT sont les outils dont s'est dotée la CGT pour rassembler les ICT et leur permettre de se défendre face à l'employeur et d'agir en convergence avec les autres catégories de salariés.

La diversité des espaces proposés permet à chacun de s'inscrire là où il aura le sentiment de trouver sa place, sous-entendu un espace qui permette de discuter, d'échanger sur le travail, sur la société, le syndicat, mais surtout d'aborder les questions qui le concernent. En effet, si nous avons tous un intérêt commun (l'amélioration de nos conditions de travail et l'accès à une rémunération juste) et défendons tous notre modèle social qui passe par le développement de l'emploi public pour un service public de qualité dans les territoires et non par les externalisations vers le secteur privé conventionné, les ICTAM expriment des revendications différentes :

- Classification, niveau de fonctionnalité,
- Déclassement, éloignement des niveaux stratégiques et budgétaires,

- Moyens d'exercer leurs responsabilités et charge de travail,
- Reconnaissance des qualifications et des diplômes,
- Devoir de loyauté VS lanceur d'alerte, notamment lorsque l'on est en charge de mettre en place une réorganisation ou que l'on nous demande de signifier les postes les moins utiles (!?),
- Etc.

Ainsi, l'UGICT, comme les UFICT, ne peut être une CGT bis dans la mesure où elles ne déclinent pas une activité générale, mais part d'un travail revendicatif lié au vécu au travail,



au professionnalisme, aux responsabilités des ICTAM. Ensuite, organisation en syndicat ou en section au sein d'un syndicat général importe peu. L'enjeu est bien que ces catégories trouvent un espace autonome pour travailler et définir leurs revendications spécifiques, car trop d'ICT à la CGT sont occupés syndicalement à des responsabilités générales. S'adresser à tout le monde de façon globalisante est une chose; être intelligible et parler à chacun en est une autre. Contrairement aux idées reçues, cela aide à surmonter les oppositions entre catégories engendrées par la division du travail. Il faut donc vraiment que les militants qui sont Ingénieurs, Cadres et Techniciens s'occupent et s'engagent sur le spécifique. On a besoin de militants qui militent et qui agissent là où ils sont les plus à l'aise; c'est une nécessité si on veut se déployer sur tous les champs et sur toutes les catégories.

Enfin, il s'agit de faire vivre nos statuts fédéraux, en respectant nos règles de vie et en faisant vivre la démocratie interne. Ce sont les salariés qui décident; on dit d'ailleurs «syndiqués/acteurs»... c'est donc bien aux ICTAM de nos collectivités de décider de la manière et

du lieu où s'organise l'activité spécifique CGT.

Forts de ces constats, il nous faut co-construire des plans de travail de déploiement ciblés, précis et stratégiques entre professions et territoires.

Une campagne électorale, c'est l'occasion de se déployer massivement, d'aller voir tous les salariés. Cela se prépare en prenant en compte les différentes catégories qui composent le salariat de nos collectivités, car lorsque la CGT s'adresse à toutes les catégories, elle marque des points!

Ne pas chercher à syndiquer les ICTAM reviendrait tacitement à les laisser aux mains du patronat ou de syndicats corporatistes, qui font flores parmi l'encadrement, alors que ces catégories constituent un enjeu stratégique de toute transformation du travail, des garanties collectives, de la mise en œuvre des réformes, des réorganisations impactant l'ensemble du salariat. Est-ce nécessaire de préciser que les ICTAM sont régulièrement utilisés comme cheval de Troie pour déconstruire notre statut, voire l'ensemble de nos garanties collectives? Pour ce faire, notre UFICT s'est organisé pour s'inscrire dans les plans de déploiements et de visites aux syndicats de notre Fédération, via nos CSD et CFR, en désignant des référents régionaux. Leur mission : rencontrer les cadres, les syndiquer et les inciter à s'inscrire sur nos futures listes.

Aussi, du matériel spécifique (fiches thématiques : management, temps de travail, déconnexion, évaluation, etc.) sera produit et intégré dans le matériel de campagne fédéral.

Enfin, n'oubliez pas que, pour pouvoir aller à la rencontre des salariés, il faut savoir où ils se trouvent! Pour cela il est important que chaque syndicat coche bien dans Cogitiel les cases ICT et d'invite à s'affilier à l'UGICT. Avons-nous besoin de préciser que ceci n'occasionne pas de cotisation supplémentaire?

(1) source : Rapport annuel Fonction Publique-Chiffres clés 2016, DGAFP

TOUS ENSEMBLE, PRÊTS A GAGNER LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2018!